

## Construction de paysages polyvalents dans les zones transfrontalières de conservation en Afrique australe

Emmanuel Torquebiau\*, Munyaradzi Chitakira\*\*, Patrick Alexander\*\*\* and Nathalie Cholet\*\*\*\*

\* Ecologue, Cirad, TA B 102 / 02 Avenue Agropolis 34398 Montpellier CX5 France, [emmanuel.torquebiau@cirad.fr](mailto:emmanuel.torquebiau@cirad.fr)

\*\* Géographe, University of Pretoria, Centre for Environmental Studies Pretoria 002, South Africa, [mchitakira@zoology.up.ac.za](mailto:mchitakira@zoology.up.ac.za)

\*\*\* Géographe, University of Pretoria, Centre for Environmental Studies Pretoria 002, South Africa, [pj\\_alexander85@yahoo.com](mailto:pj_alexander85@yahoo.com)

\*\*\*\* Agronome, Montpellier SUPAGRO, Avenue Agropolis 34398 Montpellier CX5 France, [natcholet@gmail.com](mailto:natcholet@gmail.com)

L'analyse des contraintes pesant sur la biodiversité a conduit les responsables de la protection de la nature à reconsidérer le rôle des aires protégées. Il est désormais admis que celles-ci ne peuvent pas contenir tous les écosystèmes nécessaires pour contrer la diminution de la biodiversité due aux changements globaux et à l'augmentation de la population humaine. La vision actuelle est qu'il est nécessaire que la prise en compte de la biodiversité se fasse dans tous les domaines d'activité humaine, et particulièrement dans les zones où les gens vivent et mettent en œuvre différents usages de la terre (Perfecto *et al.*, 2009; Scherr and McNeely, 2008).

Simultanément, les agronomes ont fait le constat que l'activité agricole ne se limite pas aux champs, mais est aussi le fait d'un réseau de relations avec l'environnement qui fonctionne en réalité à l'échelle du paysage (Swinton *et al.*, 2007; Dale and Polasky, 2007). La prise en compte de ce réseau de relations a conduit à accepter le principe selon lequel la satisfaction des besoins des gens par la production agricole d'une part et la conservation de la biodiversité d'autre part, ne sont pas nécessairement des propositions antagonistes (Robson, 2007; Scherr and McNeely, 2007). Cette complémentarité entre agriculture et biodiversité ne peut cependant être atteinte que si l'on conçoit des paysages polyvalents qui associent des objectifs de production et de protection.

Les zones transfrontalières de conservation de l'Afrique australe sont des zones internationales de protection de la nature qui associent, par décret, des aires protégées ou naturelles et des zones de culture et d'habitat humain (Peace Parks Foundation, 2011). La cohabitation entre ces usages de la terre est un objectif affiché de ces zones, officialisé par la signature de protocoles entre les gouvernements de pays voisins. Cette dualité d'objectifs impose aux gestionnaires de ces zones d'inventer des modes d'occupation polyvalente du sol.

Les recherches que nous avons effectuées dans l'une de ces zones, la zone transfrontalière de Lubombo, à cheval sur l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Swaziland, ont montré que cette polyvalence paysagère est possible (Chitakira *et al.*, 2012a, 2012b; Torquebiau *et al.*, 2012a). Elle existe parfois de manière spontanée, surtout dans le cadre de la petite agriculture de subsistance, mais suppose, afin de devenir l'une des formes admises de gestion de l'espace, que les porteurs d'enjeux et les politiques publiques ayant un impact sur les décisions d'occupation du sol intègrent la dimension paysage dans leur approche. Cette intégration ne va pas de soi, que ce soit pour les agriculteurs, les gestionnaires de la nature ou les décideurs institutionnels.

Nos résultats montrent par ailleurs que même si la majorité des personnes consultées ont un point de vue favorable à une forme d'harmonisation entre conservation de la biodiversité et production agricole, les agriculteurs privilégient avant tout l'amélioration de leurs conditions de vie et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Il apparaît donc essentiel de conjuguer les

caractéristiques de polyvalence du paysage avec un appui aux infrastructures telles que les moyens de transport, l'accès à l'eau ou les marchés locaux. Il est important aussi que le rapport des populations locales à la biodiversité paysagère soit formalisé par des dispositifs réglementaires que les politiques publiques peinent encore à mettre en œuvre.

Bien que beaucoup d'agriculteurs n'aient pas une perception spontanée de l'échelle du paysage, l'analyse de ces paysages selon des critères reflétant leur « performance » démontre qu'il est possible de mettre au point une mesure quantitative de la polyvalence. Cette mesure peut être convertie en un index permettant de comparer la polyvalence de différents paysages. Cet index peut être utilisé dans le but de « labelliser » des paysages polyvalents (Torquebiau *et al.*, 2012b).